

II. PROFIL ET MODE D'OPÉRER DES PRINCIPAUX ACTEURS ÉCOLOGISTES

1. Le WWF

Origines

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild Life Fund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation « professionnelle » de conservation à l'échelle internationale, puisque y adhèrent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de « parcs naturels » — véritables enclaves coloniales dans lesquelles les indigènes n'ont pas le droit de rentrer — le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique dirige le WWF ne doit pas nous étonner car, après tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWF-UICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considéré par lui comme *le* « problème de notre ère ». De 1937 à 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et en était président au moment de fonder le WWF en 1961. Il était également vice-président du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions et, par extension du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton, qui inventa le terme « eugénisme ». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de « la loi du plus fort », appelé « sélection naturelle » par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son « Mouvement pour l'amélioration de la race » fut explicitement de « créer une nouvelle race supérieure, à l'aide de l'eugénisme », sous-entendu en « triant » les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivait dans le document fondateur :

« Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques de réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années, il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée

des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable maintenant puisse devenir au moins pensable».

Un gouvernement mondial était la solution selon Huxley, et la «conservation de la faune» devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que «*la propagation de l'homme doit céder la place à la conservation d'autres espèces*».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacraît. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

Qui finance le WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 pour financer le WWF, par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, est restreint à tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Edimbourg. Voici un choix de membres actuels et anciens du Club.

Le prince Bernhard des Pays-Bas. En 1934, à l'université de Berlin, Bernhard fut recruté par les services secrets nazis et ensuite affecté chez IG Farben (le géant de la chimie qui maintint des relations d'affaire avec les Industries chimiques impériales de Grande-Bretagne pendant la guerre et produisit du Zyklon-B pour les chambres à gaz). En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana créa un scandale aux Pays-Bas. En 1953, Bernhard fonda le groupe de Bilderberg, qui parraine chaque année une conférence secrète réunissant des représentants de l'élite «mondialiste» nord-américaine et européenne. Bernhard fut cofondateur du WWF en 1961. En 1976, lorsqu'il fut révélé qu'il avait accepté un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la part de la société Lockheed, il dut démissionner (formellement) de la direction générale du groupe de Bilderberg, du WWF international et du Club 1001.

Le prince Henrik, président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF-Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre «Altesse» lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de *Paris Review*, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes «familles princières» du Saint Empire Romain Germanique. Sa famille possède d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans son château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black, P-DG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande-Bretagne, au Canada, aux Etats-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger se nommait d'abord l'Argus Corporation et était issue après la Deuxième Guerre mondiale de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF-Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale.

Le Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF-International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre *Halte à la croissance !* qui remet en valeur l'argument malthusien en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF-International, il est l'ancien P-DG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique. Président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Trust (fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF-International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985-1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cineros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA), jusqu'à ce que celle-ci fut fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaire qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

Fred Meuser. L'homme qui transmit le pot de vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit international (BCI) a été qualifiée par le magazine *Life* en 1967 de «blanchisserie» pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF-Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco, fugitif international, considéré comme la «connexion américaine» du cartel de Medellin.

Anton Rupert, cofondateur du Club 1001 et président du WWF-Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Henry Keswick, président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIXème siècle. Son frère, John Keswick, est directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra, président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'American Express. Soupçonné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain.

Ce que pensent les dirigeants du WWF

• Quelques citations choisies du prince Philip, duc d'Edimbourg.

Rapporté par l'agence de presse *Deutsche Press Agentur*, en août 1988 :

«Au cas où je serais réincarné, je souhaiterais l'être sous la forme d'un virus mortel afin d'apporter ma contribution au problème de la surpopulation.»

Introduction au chapitre sur le «facteur démographique» de son livre *Down to the Earth*, 1988 :

«Ce que l'on entend par l'«équilibre de la nature», c'est simplement le système naturel d'autolimitation. La fécondité et la reproduction réussie créent des excédents, une fois les pertes remplacées. Le système des prédateurs, les variations climatiques, la maladie, la famine — et dans le cas du mal nommé «homo sapiens» — la guerre et le terrorisme constituent les principaux moyens par lesquels la quantité des populations est restreinte.

«Abstraction faite des passions, il doit être évident que la population humaine du monde est devenue si nombreuse qu'elle menace son propre habitat ; et elle a déjà

réussi à provoquer la disparition d'un grand nombre d'espèces de faune et de flore. Certaines ont été tout simplement tuées. D'autres ont disparu discrètement parce que des activités humaines avaient occupé ou perturbé leurs habitats.»

Préface du même livre :

«Je ne prétend pas m'intéresser spécialement à l'histoire naturelle mais, lorsque j'étais petit, on a attiré mon attention sur les fluctuations annuelles de la quantité de gibier et sur la nécessité de fixer le nombre d'animaux à supprimer en fonction de la population excédentaire.»

Lors de la réception d'un diplôme honoraire de l'université de l'Ontario (Canada) le 1er juillet 1983 :

«Le projet de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) destiné à éliminer la malaria au Sri Lanka dans les années après la guerre, a réalisé son objectif. Mais le problème, c'est que le Sri Lanka doit aujourd'hui nourrir trois fois plus de bouches, trouver trois fois plus d'emplois, tripler les logements, l'énergie, les écoles, les hopitaux et les terres habitables, afin de maintenir les mêmes niveaux. Il n'est guère étonnant que l'environnement naturel et la faune dans ce pays en aient souffert. Toujours est-il que (...) les programmes d'aide les mieux intentionnés sont, au moins en partie, responsables de ces problèmes.»

Discours devant la réunion conjointe du Groupe de la population et du développement et de la Commission de conservation de tous les partis à Londres le 11 mars 1987 :

«Je crois que (...) la pression exercée par la population humaine — le simple nombre de gens sur cette planète — est la cause la plus importante de la dégradation de l'environnement naturel (...) Tout ceci a été rendu possible par la révolution industrielle et le développement explosif de la science a été propagé dans le monde entier par la nouvelle religion économique du développement.»

• Un entretien avec Thomas Lovejoy

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant des Editions Alcuin par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF des Etats-Unis et P-DG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ?

Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux que cela soit clair, parce qu'autrement il y a des gens importants qui vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russel Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de dévelop-

pement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer... tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement ! Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des Etats souverains et ils s'affairent... Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé la capacité que nous avons de contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible. Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil, où il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens — je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux — pensent que s'ils développent l'Amazonie, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez les développer leur bauxite et d'autres choses, et pendant ce temps-là, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations, et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses — font obstacles aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

Les parcs naturels en Afrique

Le WWF n'a pas innové en matière de parcs naturels. Si l'on étudie de près l'histoire de l'empire colonial britannique, l'on constatera que ce dernier a mis

en place vis-à-vis de ses colonies — et en particulier en Afrique — des politiques qui ressemblent étrangement pour certains aspects à ce que le prince Philip propose pour l'écologie de la planète.

La lecture d'une carte d'Afrique où se dessinent les frontières des parcs nationaux peut être une activité enrichissante. D'abord, on est frappé par la simple dimension de ces systèmes : la superficie du parc Kruger en Afrique du Sud est, par exemple, comparable à celle de la Lorraine, tandis que le vaste complexe de parcs en Zambie recouvre une étendue supérieure à la Grande Bretagne. Un autre aspect saisissant de cette carte est le grand nombre de parcs et de réserves qui sont situés sur des réserves nationales. Dans bien des cas, ils constituent des ensembles binationaux ou trinationaux à califourchon sur des frontières communes.

Il n'y a rien de spécifique à conserver précisément sur ces frontières qui ont été tracées arbitrairement par les empires coloniaux. A cette époque, ces zones dans lesquelles les indigènes n'avaient pas le droit de pénétrer, constituaient pour l'oligarchie coloniale des zoos dans lesquels elle pouvait venir librement chasser ou contempler une nature apparemment vierge d'activité humaine. Aujourd'hui, ces réserves constituent de véritables zones d'instabilité politique qui permettent de maintenir l'Afrique dans un état permanent de guerres, de coups d'Etat, de massacres et... de non-développement. Dans un tel contexte, les richesses naturelles ne sont pas exploitées pour élever le niveau de vie de la population mais demeurent simplement sous le contrôle de quelques cartels miniers du Commonwealth anglo-américain.

Donnons deux exemples :

- Ouganda-Soudan. Le dernier bastion de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) au Soudan est la ville de Nimuli sur la frontière avec l'Ouganda. Il est approvisionné à la fois depuis le parc national tout proche de Nimuli qui se trouve à la frontière avec l'Ouganda, et depuis le parc de la vallée de Kidepo dans le nord de l'Ouganda. Ce dernier sert aussi de centre de commandement et d'entraînement du SPLA.

Depuis au moins les années 60, différents groupes ougandais ont lancé des opérations militaires contre le sud du Soudan à partir du parc Kidepo. Celui-ci a été créé en 1962, contre l'avis des spécialistes de la conservation sur place qui contestaient surtout son emplacement. Certains maintiennent qu'il avait été créé uniquement pour faciliter la subversion par la Grande-Bretagne, du Soudan devenu indépendant en 1956. Le fondateur du WWF, Peter Scott, fut aussi pendant longtemps le président du département ougandais des parcs.

- Ouganda/Congo-Zaïre. Pendant les années 60 et 70, le KGB formait des mouvements de libération de l'Afrique australe dans des parcs nationaux de l'Ouganda et du Zaïre. Parmi ces mouvements, il y avait l'Union des peuples du Zimbabwe (ZAPU) et sa scission, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le Congrès national d'Afrique du Sud (ANC) et sa scission, le Congrès Pan-Africain (PAC).

Les endroits utilisés faisaient partie du complexe des parcs nationaux de l'ouest de l'Ouganda et de l'est du Zaïre, dont le parc zaïrois Virunga, le complexe de parcs reine Elisabeth et le parc Gorille d'Ouganda. Ces mêmes parcs devaient servir plus tard aux invasions ougandaises du Rwanda en 1990 et 1994.

Le WWF en Europe

Les projets du WWF en matière de «parcs naturels» et de «zones protégées» ne se limitent pas à l'Afrique, même si c'est sur ce continent qu'ils prennent

leur forme la plus brutale — étant donné que c'est justement là que le «mondialisme» prend le plus le pas sur les Etats et les institutions nationales à l'heure actuelle. En fait, le WWF a prévu pour les cinq continents des projets de redécoupage des frontières, y compris en Europe et en Amérique du Nord, qui visent partout à faire exploser la souveraineté nationale.

La chute du communisme semble, par exemple, avoir constitué un cauchemar pour le prince Philip, car à cette époque, certains milieux industriels en Europe, influencés en cela par des propositions de l'économiste américain Lyndon LaRouche, avaient envisagé de lancer un programme de développement industriel et d'infrastructure comprenant entre autres un vaste réseau ferroviaire entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Le WWF a publié une étude intitulée *Parcs pour la vie : Action en faveur de zones protégées en Europe* qui a été présentée à la presse le 19 septembre 1994 à Bruxelles. A la lecture de ce rapport de 150 pages, on trouve un étonnant éloge du rideau de fer car celui-ci aurait contribué à préserver la pureté écologique en Europe ! Tout au long de ce rapport, les auteurs se prononcent contre «les grands projets d'infrastructure» et pour l'extension des terres non exploitées.

Le WWF en France

Le WWF sert de structure de coordination à l'ensemble des organisations écologistes pour leurs différentes actions contre les projets infrastructurels. Avec un budget annuel de 20 millions de francs, provenant essentiellement du mécénat d'entreprises, il mène une campagne assidue pour instaurer le «développement durable» dans tous les secteurs de la vie française. Par ce terme, le WWF entend surtout la «protection des milieux naturels», à laquelle il consacre 43% de son budget.

C'est ainsi que l'opération qui a permis de bloquer les programmes de l'EPALA (Etablissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents) a été menée par une association, Loire vivante, dont l'essentiel du fonctionnement était assuré par le WWF. C'est en effet lui qui payait le salaire du permanent suisse de cette association, Roberto Epple. Cette opération a d'ailleurs réussi puisque, après moult retournements et tergiversations des gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy, il était finalement décidé en janvier 1994 — donc par le gouvernement Balladur — d'abandonner deux projets de barrage, dont celui de Serre-de-la-Fare, le plus controversé des ouvrages proposés par l'EPALA.

En 1988, le duc d'Edimbourg se rendait même en personne au Bec d'Allier, l'observatoire installé par le WWF au confluent de la Loire et de l'Allier, et y lançait son «Vive la Loire sauvage !» Se développait ensuite une campagne à l'échelle européenne, dont le cri de ralliement était «Sauvons la Loire, dernier fleuve sauvage d'Europe». Les organisations écologistes des quatre coins de l'Europe rameutées par le WWF, venaient soutenir les opposants à l'aménagement de la Loire. Ceux qui ont tout perdu suite aux inondations apprécieront l'éloge ainsi consacré à la «sauvagerie» d'un fleuve qui a accompagné pendant plus de dix siècles l'histoire de France. Sauvagerie qui peut se résumer en deux chiffres : en plein été, le débit de la Loire peut descendre jusqu'à 50 m³/s (le quart de celui de la Seine au mois de juillet sous les ponts de Paris) ; lors d'une grande crue, ce même débit peut soudain s'élever jusqu'à 8 000 m³/s. La grande colère de la Loire de 1980 faisait ainsi 8 morts et plus de 500 millions de francs de dégâts.

Selon la philosophie du WWF, «l'homme doit abandonner les zones dangereuses», ce qui revient essentiellement à dire que l'homme doit disparaître de

la surface de la planète. C'est pourquoi le WWF fait abondamment campagne contre les projets de barrage de la Loire, n'hésitant pas à s'allier pour l'occasion à une organisation aussi extrémiste que Robin des Bois, fondée par Jacky Bonnemains, un dissident de Greenpeace.

Le WWF travaille aussi directement avec Greenpeace. Le directeur de la communication du WWF, Pierre Mollier, avoue ainsi «rencontrer au minimum une fois par semaine mes collègues de Greenpeace, au moins pendant la période de la conférence de la Commission baleinière internationale». S'il y a parfois désaccord sur les méthodes entre les deux organisations, il y a complet accord sur le but à atteindre : arrêter ce qu'ils appellent le «développement insoutenable qui détruit la planète. »